

LE SERVICE PUBLIC AU COEUR DE LA JUSTICE SOCIALE, DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour faire face à la situation d'urgence sociale et environnementale, EELV entend renforcer les moyens consacrés aux services publics et propose une réorganisation profonde de l'Etat. Les citoyens doivent notamment être associés plus étroitement à la définition des politiques en matière de services publics. Les collectivités territoriales doivent être en première ligne pour rapprocher les services publics des citoyens. Elles peuvent être à la fois les garantes de la participation des citoyens et de l'accessibilité de tous aux services publics. Pour cela, leurs compétences en la matière doivent être renforcées et l'Etat doit cesser de baisser leurs dotations.

RENFORCER ET RENOVER LES SERVICES PUBLICS

Nous ne partageons pas l'idée qu'il faudrait réduire prioritairement les effectifs de la fonction publique. Le débat doit porter sur l'efficacité de l'action publique plutôt que sur le nombre de fonctionnaires. Comment répondre à l'abandon d'une partie de nos concitoyens, aux difficultés d'accès aux soins, à l'éloignement de la justice ou des transports publics, aux disparités territoriales en matière d'éducation, au manque criant de logements sociaux, sans l'investissement massif de la puissance publique ?

- 1) Stopper la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- 2) Remettre de l'humain dans les rapports entre l'administration publique et l'utilisateur est devenu indispensable.

RENFORCER LE ROLE DES INTERCOMMUNALITES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Les collectivités territoriales doivent disposer des moyens financiers leur permettant d'assurer leurs missions, en particulier, de services publics. En ce sens, les finances locales peuvent constituer un levier permettant de résoudre les fractures territoriales.

- 3) Remise à plat de l'ensemble de la fiscalité locale afin de mieux répartir les ressources sur l'ensemble du territoire par des péréquations inter-régionales.

LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION MEDICALE

De nombreux français renoncent aux soins pour des raisons financières, l'accès aux soins devient impossible dans un nombre croissant de territoires. Tout en renforçant les moyens consacrés à la prévention des maladies, condition incontournable pour améliorer le bien-être des français et pour lutter contre les inégalités sociales de santé, EELV propose de prendre des mesures d'urgence pour garantir l'accès aux soins de toutes et tous :

- 4) Mettre en œuvre le tiers-payant universel pour que les français n'aient plus à avancer d'argent pour se faire soigner
- 5) Mettre en place le conventionnement sélectif en plus des mesures d'incitations pour encourager l'installation de médecins en secteur 1 dans les déserts médicaux
- 6) Stopper la fermeture des hôpitaux ou des services de proximité (en particulier de maternité)
- 7) Consacrer de nouveaux moyens à la psychiatrie et à la santé mentale
- 8) Augmenter le nombre de places en Ehpad et celui des personnels soignants

LUTTER CONTRE LE MAL LOGEMENT

Selon la Fondation Abbé Pierre, près de 4 millions de personnes souffrent de mal-logement ou d'absence de logement personnel.

- 9) Mise en plan d'un plan national de résorption de l'habitat indigne
- 10) Construire 500 000 logements par an, dont 160 000 logements sociaux

Plus que jamais **les services publics doivent contribuer à lutter contre les inégalités (en particulier territoriales) et à faire émerger une société plus juste et protectrice de notre environnement.**